

# M. Eklund, de nouveau directeur général de l'AIEA

Les délégués à la treizième session de la Conférence générale ont ratifié, par acclamation, la décision du Conseil des gouverneurs de nommer une nouvelle fois M. Sigvard Eklund Directeur général de l'Agence. Dans l'allocution qu'il a prononcée après avoir prêté serment, M. Eklund a évoqué le défi que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) constitue pour l'Agence, et les inquiétudes que lui inspire la situation politique actuelle en ce qui concerne l'acceptation de cet instrument.

M. Eklund va ainsi assumer son troisième mandat. Nommé pour la première fois en 1961, son mandat a été renouvelé en 1965, lors de la session que la Conférence générale a tenue à Tokyo. Il doit assumer les fonctions de Directeur général pour quatre nouvelles années.

Après avoir prêté serment, M. Eklund a remercié les délégués des nombreuses remarques aimables concernant son travail, qu'ils lui ont adressées au cours de la discussion générale.

"Je considère les huit années écoulées sans complaisance ni totale satisfaction", a-t-il déclaré, "mais avec un sentiment de reconnaissance d'avoir été chargé de la mission de diriger l'Agence vers l'accomplissement des idéaux de ses fondateurs."

Il a rappelé que son entrée en fonction auprès de l'AIEA avait coïncidé avec une époque de grande tension internationale. Bien que de nombreux problèmes subsistent encore aujourd'hui, le climat général de compréhension entre les nations s'est très largement amélioré, créant ainsi un esprit qui permet à l'Agence de s'acquitter beaucoup plus efficacement de ses tâches.

Les événements observés depuis 1957, année de la création de l'Agence, confirment la justesse des vues de ses fondateurs dans leur évaluation de la nouvelle source d'énergie. Le perfectionnement des armes nucléaires a multiplié par mille leur puissance explosive. L'expansion simultanée de la production d'énergie d'origine nucléaire a soulevé des problèmes que seule une organisation internationale est à même de résoudre.

Le fait que des réacteurs nucléaires de puissance sont actuellement construits à un rythme tel que d'ici 1980 ils produiront quelque 300 000 MW d'électricité, contre 10 000 en 1968, signifie que des produits fissiles seront disponibles en grandes quantités dans de nombreux pays qui actuellement n'en possèdent pas, a déclaré M. Eklund. A moins que des garanties appropriées ne soient appliquées, ces produits pourraient être utilisées à des fins militaires.

"Voilà pourquoi", a-t-il déclaré, "j'envisage le rôle de l'Agence dans le domaine des garanties comme étant de la plus grande importance pour l'avenir; ce rôle sera encore accru si, je souligne si, le Traité de non-prolifération entre en vigueur."

Il a ensuite évoqué la nécessité d'établir et de mettre en oeuvre un système d'inspection et de contrôle acceptable pour tous, et de mener à bien les tâches d'inspection prévues par le Traité avec le minimum de heurts et le maximum de coopération de la part des Etats intéressés.

## Le prix de la paix

Il convient de se rendre compte que l'instauration de la paix mondiale grâce au TNP entraînera nécessairement des dépenses. Les bénéfices de cette paix étant universels, tous les Etats Membres, nucléaires ou non, devraient accepter d'en supporter le coût avec joie et empressement.

M. Eklund a également évoqué la réticence de certains Etats Membres à signer et à ratifier, pour diverses raisons, le TNP. Leurs raisons sont respectables et il espère que les obstacles pourront être surmontés. Il est certainement possible d'améliorer le système de garanties; aussi espère-t-il que ces questions pourront être examinées sur un plan aussi large que possible, afin de créer une base acceptable pour le plus grand nombre en vue des accords que l'Agence devra conclure dans le cadre du TNP avec les Etats Membres, individuellement ou collectivement. En l'absence de tels accords, le Traité n'aurait aucune valeur.

Je tiens à dire très franchement", a poursuivi M. Eklund, "que je suis très préoccupé par la situation politique actuelle en ce qui concerne l'acceptation du système de garanties de l'Agence et du TNP."

"L'Agence exerce actuellement un contrôle sur 70 réacteurs, dans 30 pays dont deux dotés d'armes nucléaires. Si l'on examine comment ces pays se répartissent dans le monde, on s'aperçoit que tous les Etats



M. Eklund, de nationalité suédoise et qui possède la maîtrise et le doctorat en sciences, a occupé des postes importants à l'Institut Nobel de physique, à l'Institut de recherches pour la Défense nationale, à l'Institut royal de technologie et à l'AB Atomenergi, toujours à Stockholm, avant de venir à l'AIEA en 1961. Il est également membre de l'Académie suédoise des sciences technologiques, de l'American Nuclear Society, membre honoraire de la British Nuclear Energy Society, Docteur honoris causa de l'Université de Graz, et en 1968 lauréat du prix "Atome pour la paix".

Membres de l'Amérique latine, de l'Asie du Sud-Est et de l'Extrême-Orient, dotés de réacteurs, les ont soumis aux garanties de l'Agence. A cet égard, la situation en Europe n'offre guère de raisons de satisfaction. A part les puissances nucléaires, on compte 22 pays dotés de réacteurs; huit de ces pays seulement ont soumis leurs réacteurs aux garanties de l'Agence, quatre autres participant à un système régional de garanties."

"Je répète que je suis très alarmé par cet état de choses et par ses incidences sur le TNP. Le fait que deux des principaux promoteurs du TNP ne l'aient pas encore ratifié n'améliore guère la situation et ne manque pas d'inquiéter les nations qui hésitent à signer et à ratifier le Traité. En fait, leur réticence peut avoir été renforcée du fait des essais nucléaires souterrains, qui ont continué d'avoir lieu même au cours de la période pendant laquelle le Traité a été ouvert à la signature et à la ratification."

Y a-t-il une autre solution?

Quelles sont les solutions de rechange? Tant que personne n'aura présenté quelque chose de plus attrayant que le TNP, on ne peut envisager qu'une situation dans laquelle les armes nucléaires pourraient proliférer. Les conséquences en ont été très bien exposées dans un rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies présenté en 1968 et qui était consacré aux effets des utilisations possibles des armes nucléaires et aux incidences de l'acquisition et du développement de ces armes sur la sécurité et l'économie des Etats. Or, ce rapport semble malheureusement oublié et il convient de le remettre en mémoire afin que tous ceux que ce problème intéresse s'en souviennent.

Pour ce qui est de la composition du Conseil des gouverneurs, M. Eklund pense que c'est un signe de bonne santé qu'une organisation internationale se penche de temps en temps sur son Statut pour le revoir et l'adapter à un monde en évolution rapide. Il espère que les Etats Membres finiront par faire preuve de désintéressement et de générosité; sans cela il serait très difficile d'atteindre un compromis acceptable pour les deux tiers des Membres, majorité exigée par le Statut.

Dans un autre ordre d'idées, M. Eklund est d'avis qu'il serait politiquement avantageux que la Conférence générale se réunisse périodiquement dans un pays autre que le pays du Siège et dans une région autre que l'Europe.

De nombreuses applications de l'énergie nucléaire sont devenues courantes dans diverses disciplines. Il s'ensuit que les activités correspondantes de l'Agence pourraient être réduites ou même terminées. M. Eklund souhaiterait que les ressources en personnel et en matériel ainsi libérées soient affectées à la création d'activités analogues dans les pays en voie de développement.